

## RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

### Réseaux sociaux et protection des données

Rosier, Karen

*Published in:*  
Bulletin social et juridique

*Publication date:*  
2009

*Document Version*  
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

*Citation for pulished version (HARVARD):*

Rosier, K 2009, 'Réseaux sociaux et protection des données: premières balises pour les entreprises utilisatrices'  
*Bulletin social et juridique*, Numéro 418, p. 6.

#### General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



# Réseaux sociaux et protection des données : premières balises pour les entreprises utilisatrices

*Tandis que l'engouement pour les opportunités qu'offrent les réseaux sociaux n'est plus à démontrer, l'appréhension juridique du phénomène en est toujours à ses balbutiements. Ainsi, face à ces plateformes au moyen desquelles des informations personnelles rendues accessibles et échangées entre de multiples acteurs se posent de nouvelles questions. L'une d'elles a trait à la protection des données des personnes dont les informations sont diffusées via ces plateformes du Net.*

Afin de resituer la problématique, il convient de rappeler que le fait de mettre en ligne des données (informations, photographies, vidéo...) qui sont relatives à des personnes physiques identifiées ou potentiellement identifiables implique l'application de la législation sur la protection des données.

La personne qui est considérée comme responsable du traitement ne pourra donc publier ces données sur un site internet que dans les conditions prévues par la loi<sup>1</sup>.

En l'occurrence, il s'agit principalement de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel qui transpose la directive 95/46/CE<sup>2</sup>.

Pour amorcer une discussion sur ce thème au niveau européen, le Groupe de l'Article 29<sup>3</sup> a publié un avis sur les réseaux sociaux en ligne<sup>4</sup>.

L'objet principal de la réflexion consiste à définir comment les fournisseurs de services de « réseautage » social peuvent répondre aux exigences de la législation sur la protection des données. Par « services de réseautage social », on entend « des plateformes de communication en ligne permettant à des personnes de créer des réseaux d'utilisateurs partageant des intérêts communs »<sup>5</sup>.

Incidentement, le Groupe de l'Article 29 donne toutefois d'ores et déjà sa position sur le rôle que les utilisateurs de ces plateformes endossent.

Ainsi estime-t-il que lorsqu'un utilisateur met en ligne des informations dans le cadre d'une activité purement privée, il bénéficie de l'exemption d'application de la législation sur les données à caractère personnel<sup>6</sup>.

En revanche, lorsque les activités de l'utilisateur se démarquent d'une activité purement personnelle ou domestique, il doit être considéré comme un responsable de traitement.

Tel est le cas lorsque l'utilisateur diffuse l'information à un grand nombre de contacts tiers dont certains lui sont inconnus ou encore lorsque le service utilisé comme une plateforme de collaboration pour une association ou une entreprise à des fins commerciales, politiques ou sociales<sup>7</sup>.

Il n'est en effet plus rare que des entreprises ou associations se servent des réseaux sociaux comme support de communication dans le cadre de leurs activités, que ce soit un outil de communication au sein de l'entreprise ou vis-à-vis du public. Le Groupe de l'article 29 précise en effet que cet utilisateur (entreprise ou association) assume alors l'entière responsabilité d'un responsable du traitement des données qui révèle des données personnelles à la société qui gère la plateforme et à des tiers.

Il est alors indifférent que les pages web sur lesquelles ces informations apparaissent soient ou non accessibles à tout un chacun.

L'utilisation de cet outil ira donc de pair avec une obligation de respecter les conditions de traitement et les obligations imposées à un responsable de traitement vis-à-vis des personnes dont des informations sont publiées ou divulguées.

Ainsi, pour mettre en ligne des données relatives à des membres de son personnel, de ses contacts clients, etc., l'utilisateur devra obtenir le consentement des personnes concernées ou d'une autre base légitime figurant dans la législation relative à la protection des données<sup>8</sup>.

Il est également utile de garder à l'esprit que lorsque le préposé qui participe aux traitements de données dans le cadre du travail qu'il accomplit pour son employeur n'a pas la qualité de responsable de traitement.

C'est l'employeur qui conserve cette qualité<sup>9</sup>. L'entreprise qui se lance dans l'aventure doit donc rester attentive aux contraintes liées à la protection des données et maîtriser les actions de ses travailleurs à cet égard.

KAREN ROSIER

Assistante à la faculté de Droit des FUNDP

Chercheuse au Centre de

Recherches Informatique et Droit (Crid), FUNDP

Avocate au barreau de Namur

1 L'arrêt *Lindqvist* C-101/01 de la C.J.C.E. a rappelé, à propos de la mise en ligne d'informations sur l'internet, que dès lors que l'on recourt à des moyens automatisés, il n'est pas nécessaire que les données soient rassemblées sous forme de fichier pour que la loi s'applique (C. de TERWAGNE, « Affaire Lindqvist ou quand la Cour de justice des Communautés européennes prend position en matière de protection de données à caractère personnel », Obs. sous C.J.C.E., 6 novembre 2003, R.D.T.J., 2004, n° 19, p. 83).

2 Directive relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

3 Il s'agit d'un organe consultatif européen indépendant sur la protection des données et de la vie privée établi en vertu de l'article 29 de la directive 95/46/CE.

4 Groupe de l'Article 29, « Avis 5/2009 sur les réseaux sociaux en ligne », WP 163, 12 juin 2009, [http://ec.europa.eu/justice\\_home/fsj/privacy/workinggroup/wpdocs/2009\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/privacy/workinggroup/wpdocs/2009_fr.htm).

5 Groupe de l'Article 29, « Avis 5/2009 sur les réseaux sociaux en ligne », loc.cit., p. 4.

6 Cette exception prévue à l'article 3, § 2 de la directive 95/46/CE est reprise à l'article 3, § 2 de la loi du 8 décembre 1992.

7 Groupe de l'Article 29, « Avis 5/2009 sur les réseaux sociaux en ligne », loc.cit., p. 6.

8 Groupe de l'Article 29, « Avis 5/2009 sur les réseaux sociaux en ligne », loc.cit., p. 6. Voyez également : loi du 8 décembre 1992, art. 5.

9 Loi du 8 décembre 1992, art. 1, § 2, 5°.